

dans le marais du réformisme collaborationniste par leur présence dans la Junte Espagnole de Libération et dans l'Alliance des Forces Démocratiques, dont les programmes respectifs se basent sur la restauration pure et simple de la République bourgeoise, excluant les conquêtes politiques et économiques que les travailleurs firent le 19 juillet.

Si profonde que soit la crise dans le mouvement ouvrier espagnol, le désir unanime des travailleurs de « renverser Franco n'importe comment », empêche la rupture ouverte des masses avec leurs directions traditionnelles. Cette rupture devra se produire à travers la lutte effective qui succèdera inévitablement au renversement du régime franquiste, et dans laquelle les aspirations des masses à trouver une solution à leurs intérêts de classes entreront en collision avec toute la politique vacillante et opportuniste de leurs dirigeants actuels.

La tâche immédiate des Communistes-Internationalistes espagnols consiste à se lier de plus en plus aux masses réalisant un travail persévérant au sein des syndicats et autres formations ou organismes de masses.

Ils doivent proposer à toutes les autres organisations politiques et syndicales ouvrières, la constitution de l'Alliance Ouvrière sur un programme d'action ayant pour base les mots d'ordre suivants:

1° Rupture des organisations ouvrières avec les partis bourgeois. Indépendance de classe.

2° Contre toute solution « à la Badoglio » et monarchiste. Contre tout gouvernement d'union nationale qui représente l'union avec l'ennemi de classe.

3° Pour la formation d'un gouvernement qui scelle l'alliance entre les travailleurs de l'industrie et de la campagne, et qui soit constitué exclusivement par les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Aucun ministre bourgeois!

4° Désarmement et dissolution de la garde civile et de la garde d'assaut. Transfert aux tribunaux populaires des éléments les plus caractérisés de la répression, pour leur mise en jugement.

5° Dissolution immédiate du corps des officiers franquistes et leur mise en jugement. Epuration de l'armée, non à la manière des « réformes militaires » de Azaña, mais effectuée par des tribunaux de soldats élus démocratiquement.

6° Constitution de Milices ouvrières dans les villes et à la campagne, pour la défense des organisations et intérêts de la classe travailleuse.

7° Expropriation, sans indemnisation, des biens de l'Eglise et des propriétaires fonciers. Dissolution des Congrégations religieuses et séparation de l'Eglise et de l'Etat.

8° Répartition des terres aux paysans qui éliront leurs propres Comités. Collectivités ou coopératives agraires constituées par la volonté des travailleurs de la terre.

9° Nationalisation du crédit, de la banque, de la grande industrie, des assurances et des concessions faites au capital étranger.

10° Constitution de Tribunaux populaires dans les quartiers et les villages pour le châtiment des phalangistes, monarchistes et autres éléments réactionnaires. Privation absolue et immédiate de tout droit politique à de tels éléments.

11° Confiscation des grands moyens de presse et de diffusion qui seront mis à la portée de toutes les organisations ouvrières et paysannes.

12° Contrôle par les syndicats de l'embauche et du débauchage. Constitution de bourses du travail dirigées par les syndicats.

13° A travail égal, salaire égal. Echelle mobile des salaires pour faire face au coût de la vie; échelle mobile des heures de travail pour résorber le chômage.

14° Autonomie complète des nationalités à l'intérieur

d'une fédération librement consentie. Indépendance du Maroc.

15° Pour faire sortir l'économie du marasme auquel l'a conduite l'incapacité de la bourgeoisie, et apporter ainsi un remède à la situation misérable des grandes masses, l'Alliance Ouvrière confie aux organisations C.N.T. et U.G.T. l'élaboration d'un plan de production et la mise en marche des industries paralysées. Plan établi avec la participation et le contrôle des ouvriers et techniciens des entreprises en question, et qu'on fera appliquer par le gouvernement des organisations ouvrières.

16° Tous les mots d'ordre antérieurs doivent être continuellement popularisés dans notre presse et autres publications.

17° Des secteurs petits-bourgeois de la ville et des champs souffrent également dans leurs aspirations et intérêts, sous le régime franquiste. Ces couches s'opposent de plus en plus à la dictature de Franco. La direction révolutionnaire de la classe ouvrière (le Parti) ne doit pas négliger ces mouvements sous prétexte que le prolétariat est le seul qui puisse apporter une solution révolutionnaire à la crise. Au contraire, elle doit donner aux mouvements de protestation de ces secteurs petit-bourgeois, une orientation qui les fasse converger avec les intérêts spécifiques des travailleurs, les soutenant face à la réaction bourgeoise, poussant au développement de la lutte, et dénonçant parallèlement l'incapacité et les vacillations que montreront certainement les directions petites-bourgeoises de tels mouvements.

18° Sous les conditions extrêmement dures régnant en Espagne, une série d'éléments d'origines diverses sont poussés à vivre en marge de la légalité, ce qui les induit — et les oblige en beaucoup de cas — à se regrouper, soit dans les agglomérations urbaines mêmes, soit à la campagne.

Une position de solidarité totale avec de tels éléments, et une active intervention auprès d'eux est un devoir inéluctable de l'avant-garde prolétarienne, afin de donner aux noyaux constitués une structure démocratique et apte à faire front à la persécution franquiste, ainsi que des objectifs permettant leur progrès politique.

Mais la plus grande clarté doit être faite sur la manœuvre de portée profondément réactionnaire de ceux qui cherchent à trouver dans la résurrection de guerrillas, ou autres formations similaires une sortie et des formes de lutte en marge de l'action du prolétariat.

19° L'existence dans l'émigration des Comités de liaison C.N.T.-U.G.T., comités qui en Espagne vivent de manière plus ou moins embryonnaire, constitue une expression organique du mouvement indépendant des travailleurs.

Les Communistes-Internationalistes doivent continuer à défendre la nécessité de donner à ces Comités une forme achevée dans deux directions: faire d'eux les meilleurs défenseurs de la constitution de l'Alliance Ouvrière, et les pousser vers l'unité syndicale.

LE COMITE CENTRAL DES COMMUNISTES-INTERNATIONALISTES appelle encore une fois les travailleurs à rompre avec la coalition de classe implicite dans la Junte Espagnole de Libération, dans l'Alliance des Forces Démocratiques et dans l'Union Nationale, ainsi qu'avec la participation de leurs organisations au gouvernement Giral ou tout autre analogue.

Il adresse en conséquence un pressant appel aux directions des Partis Socialiste et Communiste, au P.O.U.M., au Mouvement Libertaire, à la Confédération Nationale du Travail et à l'Union Générale des Travailleurs, pour qu'ils se décident à constituer avec nous sur le plan national, régional et local le Front de classe, sous le signe et les mots d'ordre de l'Alliance ouvrière.

Le Comité Central souligne le fait que la lutte contre Franco et son régime est inséparable de la lutte contre les bases économiques et les forces sociales sur lesquelles s'appuie Franco.